



Réseau

«Education sans frontières»

Jeunes scolarisés sans papiers : _____

_____ Régularisation, mode d'emploi.



**Guide militant,
pratique et juridique,
réalisé avec la collaboration
des militants et associations
du réseau Education sans frontières**

Vendu **1 €** (et plus, si affinités...)

Organisations membres du réseau «Education sans frontières» (au 30 septembre 2004) :

Syndicats et associations : ADN (Association pour la démocratie à Nice), AMF (Association des Marocains en France), Association « En-Temps » (service des mineurs étrangers isolés), Association Française Janusz Korczak (AFJK), Association Intercapa Solidarité Etudiants Etrangers, Association Sar-Phirdem, ATTAC-France, CIMADE, Cinquième zone, Club UNESCO Terre Bleue (Charenton –94), CNT, Collectif Cetace (Créteil), Comité de défense des droits des Sans papiers (59), Collectif des sans papiers de Seine Saint-Denis (93), Collectif des sans papiers des Hauts de Seine (92), Collectif des Sans-Papiers Kabyles de France (CSPK), 3ème Collectif des Sans Papiers de Paris, Collectif Unitaire de Défense des Elèves, Etudiants et Enseignants étrangers (Académie de Créteil), Coordination nationale des sans papiers, Droit Au Logement, Ecole Emancipée, Emancipation, FASTI, Faut qu'on s'active ! (Boulogne sur mer), FCPE, FERC-CGT, FSU, G10 Solidaires Paris, GISTI, Groupe contre la criminalisation des familles de l'AITEC (Association Internationale des Techniciens, experts et Chercheurs), Journal A Contre Courant politique et syndical (Mulhouse), LDH, MRAP, RAJFIRE, RCTS, Réseau chrétien Immigrés (RCI), Section française de Défense des Enfants, SGEN-CFDT, SUB TERRA a.s.b.l., SUD Haute- Loire, SUD-Culture, SUD-Education, SUD-PTT, Syndicat de la Magistrature, UNL (Union Nationale Lycéens), UNSA-Education, UNSEN-CGT.

Collectifs d'établissement : Lycée Jean-Jaurès (Châtenay-Malabry – 92), , Comité de soutien des enfants tchétchènes de l'école Baudelaire - Paris 12, Lycée Suger (St-Denis), Lycée Jean-Macé (Vitry), LP Gustave Eiffel (Massy), LP Florian Sceaux (92), CISéé (Lycée Utrillo, Stains-93).

Soutiens : PCF, LCR, Les Verts, Alternative Libertaire

— Jeunes scolarisés sans papiers :

Régularisation, mode d'emploi —

*Guide militant réalisé avec la collaboration
de la CIMADE, du GISTI et de la Ligue des Droits de l'Homme.*

Prologue :	L'appel unitaire pour la régularisation lancé par «Education sans frontières»	P. 2
1^{ère} partie :	Le guide pratique	P. 5
2^{ème} partie :	Le guide juridique	P. 19
3^{ème} partie :	Annexes : adresses, modèles de lettres	P. 38
	Table des matières	P. 41

APPEL À LA REGULARISATION DES SANS PAPIERS SCOLARISÉS.

Le 26 juin 2004, s'est tenue à la Bourse du Travail de Paris une réunion rassemblant des enseignants, des personnels de l'Education nationale, des parents d'élèves, des éducateurs, des collectifs, des syndicats et des organisations attachées à la défense des droits de l'homme préoccupés de la situation des sans papiers scolarisés (de la maternelle à l'université). Ils ont décidé la création d'un réseau de soutien nommé Education sans frontières.

Les syndicats, les associations de parents d'élèves, les organisations et les représentants de collectifs et d'établissements signataires appellent les enseignants et les personnels des établissements de tous niveaux à se montrer vigilants, à informer leurs élèves qu'ils sont prêts à se mobiliser pour les aider à faire régulariser leur situation.

Vous lirez ci-dessous le texte de l'appel. Il est l'acte fondateur d'un réseau qui rassemble aujourd'hui plusieurs dizaines d'organisations et d'associations.

Paris, le 26 juin 2004 :

Ces derniers mois, les personnels, les parents et les élèves d'établissements scolaires ont obtenu de haute lutte la régularisation d'élèves et de parents d'élèves sans papiers que des lois iniques menaçaient d'expulsion. Des élèves que rien n'aurait distingué de leurs camarades si leurs vies n'avaient été gâchées depuis leur majorité par le refus des autorités de leur accorder le titre de séjour leur permettant de vivre normalement avec leurs familles. La mobilisation des personnels, des élèves et des parents, de leur quartier, les relais qu'ils ont su trouver auprès de personnalités locales et nationales, de centaines d'anonymes aussi, l'écho que la radio, la télévision et la presse ont parfois donné à leur action ont permis d'arracher ces jeunes à la clandestinité. Tout est bien qui finit bien pour ceux-là.

Pourtant, pour quelques cas résolus, des milliers d'autres jeunes, d'enfants, des étudiants également subissent, eux aussi, le drame de la privation du droit à une existence décente, l'obsession de l'interpellation, la peur d'une expulsion pratiquée dans des conditions souvent honteuses, l'angoisse d'un avenir bouché par la privation du droit de poursuivre des études supérieures, de travailler, d'avoir un logement, de bénéficier de la Sécurité sociale, etc. Bref, d'être condamnés au dénuement et aux conditions de vie indignes auxquels sont réduits les sans-papiers.

Il est inconcevable d'imaginer nos élèves, les copains de nos enfants, menottés, entravés, bâillonnés et scotchés à leurs sièges d'avion pendant que leurs camarades étudieraient paisiblement Eluard (« J'écris ton nom, Liberté ») ou Du Bellay (« France, mère des arts, des armes et des lois ») ; et que, sans trembler, on effacerait des listes les noms et prénoms des bannis.

Il est du devoir des enseignants, des personnels des établissements scolaires, des élèves eux-mêmes et de leurs parents mais aussi des associations (parents d'élèves, défense des droits de l'homme, anti-racistes) et des organisations syndicales et autres d'agir pour tirer ces jeunes de la situation qui pourrit leur vie.

Agir pour les élèves concernés eux-mêmes, déjà souvent malmenés par des existences chaotiques : exilés, ayant parfois perdu un de leurs parents et traversé nombre d'épreuves. Il ne faut pas ajouter aux tragédies que sont les biographies de certains d'entre eux l'angoisse d'être expulsés d'un pays où ils avaient cru trouver un refuge.

Mais agir aussi pour faire la démonstration aux yeux de nos élèves et de nos enfants, que les discours sur les « valeurs » ne sont pas des mots creux. Il est du devoir de tous ceux qui ont une mission éducative, à commencer par les personnels de l'Education et les parents, de montrer à la jeune génération qu'on dit sans repères, que la justice, l'altruisme, la solidarité, le dévouement à une cause commune ne sont pas des mots vides de sens. Et que certains adultes savent faire ce qu'il faut quand des jeunes sont victimes d'injustice ou plongés dans des situations intolérables.

Agir, enfin avec les jeunes eux-mêmes. Qui, s'ils sont associés à des combats justes, renoueront avec des traditions de solidarité, de combat collectif qui leur permettront peut-être, leur vie durant, de faire en sorte que le monde dans lequel ils sont appelés à vivre soit ouvert à tous.

Adultes et jeunes des établissements scolaires constituent une force. Elle doit peser pour que cesse la situation d'exclusion que vivent les élèves sans papiers.

Nous appelons au développement d'un réseau de solidarité avec les jeunes sans papiers scolarisés, à l'échelle nationale (voire à l'échelle européenne).

Nous appelons toutes celles et tous ceux, jeunes sans papiers scolarisés, enseignants, personnels d'éducation, parents d'élèves, élèves et étudiants, juristes et avocats, mais aussi organisations syndicales, associations, partis attachés à combattre l'injustice et enfin tous ceux que révolte l'oppression à s'associer à cet appel, à le reproduire, à le faire circuler, à entrer en contact avec nous. Et, dès la rentrée 2004, à recenser les jeunes en difficulté, à constituer des équipes qui les aident à peser de tout le poids du milieu scolaire pour mettre un terme à des situations insupportables.

Education sans frontières

Table des matières

1^{ère} partie : Le guide pratique Organiser la mobilisation

Introduction.....	p. 3	VI. Les mesures d'urgence.....	p. 11
I. Qui sont les sans papiers scolarisés ?...	p. 5	VI.1 La sécurité	« «
I.1 Les recalés du maquis juridique	« «	VI.2 La situation sociale et familiale	« «
I.2 Les déboutés du regroupement familial	« «	VI.3 Le parrainage	« «
I.3 Les mineurs isolés	p. 6	VI.4 L'ébauche de dossier	« «
I.4 Les familles sans papiers	« «	VII. La définition d'une politique.....	p. 12
II. L'impérieuse nécessité de parler.....	p. 6	VII.1 Les cas simples	« «
II.1 Les raisons du silence	« «	VII.2 Les cas plus difficiles	« «
II.2 Tirer le signal	p. 7	VII.3 Les cas désespérés	« «
III. Quelques principes.....	p. 7	VIII. Les démarches.....	p. 13
III.1 C'est l'intéressé qui décide	« «	VIII.1 Obtenir un rendez-vous	« «
et c'est son intérêt		VIII.2 L'accompagnement en préfecture	« «
qui commande		VIII.3 Attitude avec les fonctionnaires	p. 14
III.2 La vérité	« «	IX. La mobilisation.....	P. 14
III.3 La discrétion	p. 8	IX.1 La lettre de l'équipe pédagogique	« «
IV. Le réseau de solidarité.....	p. 8	et l'accompagnement	« «
IV.1 Syndicats, associations	« «	IX.2 La pétition	p. 15
de parents d'élèves		IX.3 La délégation	« «
IV.2 Les élèves	« «	IX.3.a La délégation en préfecture	
IV.2.a La neutralité des enseignants		IX.3.b La délégation au tribunal	
IV.2.b Quelques précautions		IX.4 La manifestation	« «
quand même		IX.4.a La manifestation préparée	
IV.3 Questions techniques	p. 9	IX.4.b La manifestation en cas	
IV.3.a Tracts et pétition		d'urgence	
IV.3.b Adresse postale, téléphone, fax,		IX.5 L'action dans une école primaire	p. 16
adresse internet		IX.6 La campagne publique	« «
IV.3.c L'argent		IX.7.a Organisations et personnalités	
V. Premier contact :		IX.7.b Les médias	
une information complète.....	p. 10	X. La victoire dans toutes ses nuances.....	p. 17
V.1 Faire connaissance,		X.1 La défaite	« «
se présenter mutuellement	« «	X.2 La victoire	« «
V.2 Assurer au jeune sa liberté de choix	« «	X.2.a Le statut d'étudiant, un répit,	
V.3 Le placer devant ses responsabilités	« «	pas une victoire	
		X.2.b Le titre Vie privée et familiale	
		XI. Conclusion.....	p. 18

Table des matières

2^{ème} partie : Le guide juridique

Comprendre la réglementation

I. Qui est Français ?..... p. 19	II.3 L'obtention de «plein droit» d'un titre de séjour p. 24
I.1 Sont français dès leur naissance « «	II.3.a La carte temporaire « vie privée et familiale » (article 12 bis)
<i>I.1.a Les enfants dont au moins un des parents est français au moment de leur naissance</i>	<i>II.3.b Les cartes de résident de l'article 15</i>
<i>I.1.b Les enfants nés en France et qui remplissent certaines conditions</i>	II.4 Les titres de séjour délivrés « sous conditions » p. 26
I.2 Sont devenus français les enfants qui ont acquis la nationalité française pendant leur minorité p. 20	<i>II.4.a Les cartes de séjour de l'article 12</i>
I.3 Certains jeunes mineurs peuvent devenir français par déclaration « «	<i>II.4.b Les cartes de résident de l'article 14</i>
<i>I.3.a S'ils sont nés en France</i>	II.5 La circulation hors de France p. 28
<i>I.3.b s'ils ont fait l'objet d'une adoption simple par un français</i>	<i>II.5.a Le documents de circulation pour étrangers mineurs</i>
<i>I.3.c s'il a été confié au service de l'Aide Sociale à l'Enfance</i>	<i>II.5.b Le titre d'identité républicain</i>
<i>I.3.d S'ils ont été recueillis et élevés en France</i>	<i>II.5.c Le document collectif de voyage scolaire</i>
I.4 Peuvent devenir français à leur majorité « «	III. En cas de refus de séjour..... P. 29
<i>I.4.a les jeunes nés en France et qui y résident habituellement.</i>	III.1 Refus de séjour et invitation à quitter le territoire français (IQF) « «
<i>I.4.b En cas de mariage avec un ressortissant français</i>	III.2 Les différents types de recours « «
<i>I.4.c par naturalisation</i>	III.3 Les conséquences d'un refus de séjour p. 30
II. Les conditions de séjour en France..... p. 22	<i>III.3.a L'arrêté de reconduite à la frontière</i>
II.1 Les différents types de titres de séjour « «	<i>III.3.b La rétention administrative</i>
<i>II.1.a La convocation</i>	IV. La demande d'asile..... p. 32
<i>II.1.b L'autorisation provisoire de séjour</i>	IV.1 Les critères « «
<i>II.1.c Le récépissé</i>	<i>IV.1.a Le statut de réfugié</i>
<i>II.1.d La carte de séjour temporaire (appelée «certificat de résidence» quand elle est délivrée à un algérien)</i>	<i>IV.1.b La protection subsidiaire</i>
<i>II.1.e La carte de résident (appelée «certificat de résidence de 10 ans » quand elle est délivrée à un algérien)</i>	IV.2 La procédure : Comment demander l'asile ? p. 33
II.2. Le dépôt d'une demande de titre de séjour p. 23	<i>IV.2.a Etape préfectorale</i>
<i>II.2.a L'obligation de posséder un titre de séjour</i>	<i>IV.2.b L'OFPPA (office français de protection des réfugiés et des apatrides)</i>
<i>II.2.b Quand déposer une demande de titre de séjour</i>	<i>IV.2.c La Commission des recours des réfugiés (CRR)</i>
<i>II.2.c Où déposer une demande de titre de séjour ?</i>	<i>IV.2.d Que faire quand on est débouté ?</i>
<i>II.2.d Que faire en cas de refus opposé au guichet de la préfecture ?</i>	V. La scolarisation..... p. 37
	V.1 L'école maternelle « «
	V.2 L'école primaire « «
	V.3 Le collège et le lycée « «
	V.4 Les filières avec stage ou apprentissage « «
	V.5 Les seuls éléments à fournir pour l'inscription « «
	V.6 Passer des examens « «

Attention :
La 3ème de couverture
doit rester vierge

_____ Ce fascicule a pour objectif de donner des premières indications à ceux (personnels de l'Education nationale, parents d'élèves ou militants associatif ou syndicaux, voire élèves eux-mêmes), qui découvrent, souvent avec stupeur qu'un élève ou un jeune de leur entourage est sans papiers et menacé d'expulsion au premier contrôle de police. Impossible dans ces circonstances de faire comme si de rien n'était et de continuer à enseigner les belles lettres ou à bâtir d'élégantes démonstrations pendant que des jeunes se débattent dans des difficultés inextricables. A la question souvent entendue : « *Je connais un jeune sans papiers, qu'est-ce que je peux faire pour l'aider ?* », la brochure d'Education Sans Frontières s'efforce d'apporter deux types de réponses.

Pratiques d'abord. Fondée sur l'expérience d'établissements scolaires qui ont réussi à faire régulariser leurs élèves, elle propose des idées sur l'aide à apporter au jeune en difficulté : comment constituer un dossier ? Quelles démarches entamer et comment ? Que risque-t-il ? Comment organiser la solidarité autour de lui et faire en sorte que l'action de ses enseignants, de ses camarades et de leurs parents aboutisse à le tirer du puits.

Elle fournit, dans une seconde partie, des indications juridiques permettant une première approche de la situation du jeune au regard des textes sur le séjour des étrangers.

La régularisation des sans papiers, les scolaires comme les autres, est souvent difficile. Moins toutefois qu'il n'y paraît à la lecture des pages de cette brochure qui donnent une vision condensée des embûches et des problèmes. Dans les faits, les responsabilités sont partagées et assumées collectivement. Et le temps passé est largement payé. D'abord de la satisfaction d'avoir fait ce qu'il était impossible de ne pas faire. De la joie du jeune tiré de la clandestinité, ensuite. Mais aussi, et c'est peut-être finalement le plus important, de la conscience d'avoir vraiment rempli sa mission d'éducateur et/ou de parent. D'avoir fait la démonstration aux yeux d'une génération qu'on dit privée de repères que les adultes savent prendre parti et agir pour empêcher l'inacceptable. Ce n'est pas rien.

Il reste que, même si la mobilisation des adultes et des jeunes peut régler un certain nombre de cas d'élèves sans papiers - beaucoup, faut-il espérer !- , la question dépasse évidemment les situations individuelles et le cas par cas. Derrière chacune de ces situations souvent dramatiques, se cache en réalité le choix du monde dans lequel nous voulons vivre et que nous voulons laisser aux jeunes générations.

L'action initiée par le réseau Education sans frontières, par les syndicats et les associations qui y tiennent leur place est, à sa façon, un commencement de réponse. _____

Jeunes scolarisés sans papiers :

Régularisation, mode d'emploi _____

Texte : Education sans frontières, avec la collaboration de CIMADE, GISTI et LDH.

Maquette et mise en page : JMD (Education sans frontières).

Dessins offert par l'équipe de Charlie Hebdo

Impression : réalisée de façon militante par Ferc-CGT / CNT / Snes-FSU / SUD-Education

1er tirage : 13 000 exemplaires.

Prix de vente : 1 € minimum.